

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition



Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

sunalliance
until no Rwandan is malnourished

Procasur

Récolter des innovations et semer des opportunités

Rapport de synthèse

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition:
bâti des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

À propos de ce rapport

Ce rapport de synthèse a été rédigé dans le cadre de la préparation de la Route d'apprentissage 2016, organisée au Rwanda. Il est principalement destiné à informer les participants à l'échange de connaissances, mais s'avèrera également utile à tous ceux qui s'intéressent aux initiatives entreprises par la société civile pour éradiquer la malnutrition au Rwanda.

Ce rapport de synthèse fournit des informations de base sur la pauvreté et la malnutrition au Rwanda, ainsi que sur le processus de renforcement de la nutrition. Il contient également cinq études de cas illustrant le travail accompli par la société civile dans les domaines thématiques suivants :

- plaidoyer, campagnes sociales et mobilisation
- coordination des diverses parties prenantes
- promotion d'un changement de comportement
- approches intégrées de lutte contre la malnutrition

Ce rapport a été rédigé suite à un processus d'enquête participative impliquant des organisations de la société civile rwandaises et suite à une étude menée sur onze pays d'Afrique anglophone. Ce processus a permis de dégager les domaines thématiques prioritaires et les exemples de bonnes pratiques les plus susceptibles de stimuler un apprentissage croisé entre les pays.

Chaque étude de cas décrit brièvement l'expérience, les principaux résultats et les enseignements tirés par l'organisation de la société civile ayant mené l'initiative. Les études de cas ont été rédigées avec la participation des organisations impliquées et reflètent leur expérience. Elles ont pour but d'alimenter la réflexion lors des visites de terrain qui auront lieu durant la Route d'apprentissage.

Table des matières

Quelques mots sur le programme des Routes d'apprentissage	4
La Route d'apprentissage au Rwanda	4
État des lieux de la nutrition dans le monde et Mouvement SUN	6
Profil de pays : le Rwanda	7
Expériences viables concernant le renforcement de la nutrition : études de cas illustrant la Route d'apprentissage	14
Étude de cas n° 1 : cartographie des parties prenantes et des actions dans le domaine de la nutrition au Rwanda	14
Étude de cas n° 2 : renforcement des partenariats public-privé en faveur des populations pauvres pour lutter contre la malnutrition – L'expérience de DUHAMIC-ADRI et de SOSOMA	17
Étude de cas n° 3 : stratégies de communication visant à instaurer un changement de comportement pour améliorer la nutrition – L'expérience de Land O'Lakes et d'Urunana	18
Étude de cas n° 4 : la « voie lactée » pour améliorer la nutrition, du producteur au consommateur – L'expérience du district de Nyanza.	20
Étude de cas n° 5 : décentralisation et mise en œuvre des interventions nutritionnelles – Le cas du district de Gisagara	22
Conclusions	25
Références	27
Liste des acronymes	29

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition :
bâti des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Quelques mots sur le programme des Routes d'apprentissage

En 2016, le Réseau de la Société Civile (RSC) pour le Renforcement de la Nutrition (Scaling Up Nutrition, SUN) a lancé un programme d'échange de connaissances sur deux ans ayant pour but de consolider les alliances de la société civile (ASC) et les plates-formes régionales du Mouvement SUN et d'apprendre aux pays à lutter contre la malnutrition. Ce programme comporte deux moments d'échanges de connaissance entre pairs, appelés « Routes d'apprentissage », qui visent à répondre aux besoins en connaissances spécifiques et aux priorités d'apprentissage des ASC. La Route d'apprentissage au Rwanda est le premier de ces moments échanges. La deuxième Route d'apprentissage aura lieu en Asie début 2017.

Dans le cadre de la préparation de ce premier atelier d'échange d'enseignement, le RSC SUN a mené en avril 2016 une enquête auprès des ASC SUN des pays africains anglophones afin de faire le point sur leurs connaissances et leurs expériences positives concernant le renforcement de la nutrition. Cette enquête a permis de déterminer les domaines d'intervention fondamentaux et les bonnes pratiques des ASC en matière de lutte contre la malnutrition, et de définir les besoins d'apprentissage et les questions prioritaires de leurs organisations membres. Le questionnaire a été adressé aux ASC SUN de 14 pays africains ; 11 y ont répondu. Cinq domaines thématiques ont ainsi été définis comme prioritaires par les ASC : plaidoyer, campagnes et mobilisation sociale, coordination des diverses parties prenantes, promotion d'un changement de comportement et approches intégrées de lutte contre la malnutrition. Sur la base de ces résultats et suite à des discussions plus poussées avec les ASC SUN, le Rwanda a été désigné pour accueillir la Route d'apprentissage au deuxième semestre 2016.

La Route d'apprentissage au Rwanda

Le Rwanda offrait un contexte approprié à cet échange de connaissances : une société civile proactive, engagée dans des initiatives fructueuses couvrant les domaines thématiques jugés prioritaires par les ASC SUN, ainsi qu'un grand enthousiasme à accueillir les délégations des autres pays.

Pour organiser la Route d'apprentissage, le RSC SUN s'est associé à PROCASUR, une organisation internationale spécialisée dans la conception et la mise en œuvre d'outils et de méthodologies de gestion des connaissances. PROCASUR a élaboré la méthodologie des Routes d'apprentissage et l'expérience de soutien des échanges d'enseignements. Lors d'un atelier organisé en juillet 2016, des représentants du RSC SUN, de PROCASUR, de l'alliance de la société civile SUN au Rwanda et d'autres organisations de la société civile (OSC), ainsi que des organisations nationales et internationales se sont réunis afin de sélectionner les principales expériences qui, selon eux, pourraient fournir des enseignements utiles aux autres alliances de la société civile des pays SUN. Ils ont également défini les conditions permettant à une alliance SUN de s'épanouir, ainsi que les difficultés rencontrées. L'issue de ce processus est décrite dans ce document.

Au Rwanda, la création d'une alliance de la société civile SUN (alliance SUN) est le résultat direct d'une coordination historiquement solide entre les OSC. Au fil du temps et grâce à d'autres facteurs favorables importants (un engagement politique de haut niveau vis-à-vis de la réduction de la pauvreté, une plus forte mobilisation sociale et davantage de fonds consacrés à la sécurité alimentaire et à la nutrition), les OSC ont pu renforcer leur collaboration, se faire davantage entendre collectivement et influencer les processus décisionnels pour réduire la malnutrition. Comme l'alliance SUN repose sur de solides fondations existantes, les OSC ont vu en elle une plate-forme utile pour atteindre leurs buts.

PROCASUR est une organisation internationale spécialisée dans l'identification, la documentation et le déploiement d'innovations et de pratiques fructueuses visant à améliorer les moyens de subsistance dans les zones rurales. Elle s'est donné pour mission de promouvoir le partage des connaissances locales pour lutter contre la pauvreté rurale. Par le biais de plates-formes d'apprentissage basées sur différents outils et méthodologies de gestion des connaissances, adaptées aux différents contextes et clients, PROCASUR encourage le partage d'innovations unissant les institutions mondiales et les populations locales. Depuis 2006, PROCASUR a mis en avant des possibilités d'apprentissage dans plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, améliorant ainsi la vie et les moyens de subsistance de milliers de personnes dans les zones rurales du monde entier.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Une Route d'apprentissage est un outil de renforcement des capacités, conçu comme un parcours planifié ayant des objectifs d'apprentissage précis. Il s'agit d'un processus de formation continue entre pairs qui offre des possibilités de discussion, d'analyse et de réflexion. Il encourage un échange des connaissances actif et réciproque entre les participants et leurs hôtes. À terme, le but est de développer la capacité des participants à identifier des innovations potentiellement utiles, qui peuvent être adaptées puis appliquées dans leur propre pays.

Le programme des Routes d'apprentissage a principalement pour objectifs de renforcer et d'harmoniser les alliances de la société civile qui œuvrent pour améliorer la nutrition à tous les niveaux de la société.

La Route d'apprentissage donne l'opportunité de tirer des enseignements de certaines expériences rwandaises mises en avant par les organisations membres de l'alliance SUN, à travers leurs initiatives de renforcement de la nutrition à l'échelle communautaire, provinciale et nationale.

Les objectifs précis de la Route d'apprentissage au Rwanda sont les suivants :

- comprendre le processus et les facteurs qui ont contribué à la réussite dans les études de cas citées et analyser les possibilités de renforcement/déploiement;
- reconnaître les modalités employées par la société civile pour améliorer les politiques et les stratégies nationales et locales, afin de lutter efficacement contre les problèmes nutritionnels, en mettant en particulier l'accent sur l'inclusion des populations vulnérables et défavorisées ;
- déterminer les stratégies de mobilisation sociale et de communication qui permettent de sensibiliser aux problèmes liés à la nutrition et de promouvoir des changements de comportement ;
- définir le rôle catalyseur joué par la société civile dans le rassemblement de partenaires plurisectoriels. Par exemple, implication auprès des secteurs public et privé, promotion de partenariats durables et appropriés favorisant les populations pauvres et renforçant la visibilité et les avantages des petits exploitants agricoles.



État des lieux de la nutrition dans le monde et Mouvement SUN

Des progrès continuent d'être réalisés dans la lutte contre la faim; pourtant, de nombreuses personnes ne mangent toujours pas à leur faim et ne se nourrissent pas comme elles le devraient. 795 millions de personnes à travers le monde souffriraient de sous-nutrition (estimations 2014-2016), ce qui signifie que leur alimentation ne compte pas suffisamment de calories pour répondre à leurs besoins. Deux milliards de personnes (sur une population mondiale de sept milliards) souffrent de carences en micronutriments¹. Qui plus est, 159 millions d'enfants de moins de cinq ans sont trop petits pour leur âge et 50 millions d'enfants ont un poids insuffisant par rapport à leur taille². La majorité des personnes affamées vivent dans des pays en voie de développement. 2015 a marqué la fin de la période de suivi du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans le domaine de la faim. Les régions en voie de développement ont presque atteint la cible 1c de l'OMD en matière de faim, à savoir diviser par deux (entre 1990 et 2015) le pourcentage de personnes souffrant de la faim. C'est en Afrique de l'Est, toutefois, que l'on enregistre le plus gros problème de faim en termes absolus, avec 124 millions de personnes souffrant de sous-nutrition (FAO, 2015). Dans ce contexte, le Rwanda, qui est l'un des quelques pays d'Afrique de l'Est à avoir atteint la cible de l'OMD, fait figure d'exception.

Le Mouvement SUN. Fondé en 2010, le **Mouvement pour le renforcement de la nutrition** (Mouvement SUN) unit les gouvernements des pays en voie de développement, la société civile, les entreprises, les chercheurs, les donateurs et les organisations internationales autour d'un objectif commun : améliorer la nutrition. Le Mouvement SUN vise avant tout à améliorer la situation nutritionnelle des femmes et des enfants, en se concentrant notamment sur les « 1 000 premiers jours de vie » d'un enfant, c'est-à-dire de la conception jusqu'à ses deux ans. Aujourd'hui, le Mouvement SUN compte plus de 100 partenaires et 57 gouvernements se sont engagés à créer des plates-formes plurisectorielles multipartites pour lutter contre la malnutrition dans leurs pays. La Deuxième Conférence internationale sur la nutrition, les Objectifs de développement durable, les cibles de l'Assemblée mondiale de la santé et les engagements pris dans le cadre de Nutrition pour la croissance et d'autres enceintes

internationales démontrent une volonté d'éradiquer définitivement la faim. L'objectif 2 des ODD consiste à éradiquer toutes les formes de malnutrition d'ici 2030. Selon le Rapport sur la nutrition mondiale, 12 des 17 indicateurs des ODD sont liés à la nutrition³.

Les pays SUN sont appelés à établir un cadre juridique et politique pour la nutrition et à intégrer de bonnes pratiques dans leurs politiques nationales. Il leur est conseillé d'harmoniser leurs actions dans les différents secteurs impliqués et de fixer des objectifs communs et des résultats mesurables à atteindre. Il leur faudra également s'efforcer de mobiliser des ressources nationales et contrôler les activités. Les pays SUN sont invités à se concentrer sur plusieurs secteurs qui contribuent à une meilleure situation nutritionnelle, comme la nutrition, l'agriculture, l'eau potable et l'assainissement, la santé publique et la protection sociale. Les femmes devraient être au centre du processus, du fait du rôle qu'elles jouent dans le développement des enfants, notamment durant leurs premières années de vie. Les résultats de chaque pays sont mesurés en fonction d'indicateurs liés à l'impact : accès à une alimentation nutritive financièrement abordable, accès à l'eau potable, à l'assainissement, aux soins de santé et à la protection sociale, adoption de bonnes pratiques d'alimentation, prévalence d'un retard de croissance et d'émaciation chez les enfants et prévalence de carences en micronutriments. Plusieurs pays SUN, dont le Rwanda, ont déjà obtenu des résultats encourageants dans la réduction du retard de croissance chez les enfants.

Le RSC SUN. Le **réseau de la société civile du Mouvement SUN** (RSC SUN) est composé d'organisations nationales et internationales œuvrant dans divers domaines liés à la nutrition, notamment l'autonomisation des femmes, les soins de santé, les interventions nutritionnelles, le développement rural et l'aide humanitaire. En octobre 2015, le RSC SUN comptait parmi ses membres 2 000 organisations de la société civile. Toutes sont engagées à travers des alliances de la société civile (ASC) nationales qui ont été créées dans 39 pays SUN. Au niveau national, les ASC se sont engagées dans de nombreuses initiatives de plaidoyer et de coordination pour soutenir la mise en œuvre de plans nutritionnels nationaux, par exemple en ciblant des publics clés et des décideurs au sein des ministères nationaux et des institutions internationales et en collaborant localement avec les communautés. Le RSC SUN soutient activement les ASC lors de leur création.

¹ Rapport sur la nutrition mondiale (2016), Des promesses aux impacts.

² Ibid.

³ Rapport sur la nutrition mondiale (2016), Des promesses aux impacts, page 3, tableau 1.1.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition : bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition



Profil de pays : le Rwanda

Le Rwanda est un petit pays enclavé situé en Afrique de l'Est. Il est frontalier avec la République démocratique du Congo (RDC) à l'ouest, la Tanzanie à l'est, l'Ouganda au nord et le Burundi au sud. Les trois langues officielles sont le kinyarwanda, l'anglais et le français. D'après les projections démographiques de 2016 de l'Institut national des statistiques du Rwanda (National Institute of Statistics of Rwanda, NISR), la population est estimée à 11,5 millions d'habitants, parmi lesquels environ 85 % vivent dans des zones rurales.

La croissance démographique a entraîné une hausse de la densité de population, qui est passée de 321 personnes au kilomètre carré en 2002 à 416 en 2012, soit le chiffre le plus élevé dans la région d'Afrique de l'Est (NISR, 2012). Cette croissance démographique et cette forte densité de population, tout comme la migration interne des populations rurales vers les zones urbaines, constituent des difficultés auxquelles se heurte actuellement le Rwanda en matière de développement. L'économie rwandaise est dominée par l'agriculture et le secteur des services. Ces dix dernières années, la croissance économique s'est accompagnée d'une réduction de la pauvreté, ainsi que d'une plus grande autonomisation des femmes, ce qui laisse penser que la croissance a des effets positifs sur la population. Certains domaines nécessitent cependant des efforts supplémentaires, notamment dans celui de la réduction des taux de

mortalité chez les enfants de moins de cinq ans et les nourrissons et celui des taux de retard de croissance. En ce qui concerne la malnutrition, le Rwanda a atteint la cible liée à l'insuffisance pondérale et à l'émaciation ; le taux de retard de croissance, établi à 37,9 % (NISR, 2016), reste cependant préoccupant par rapport à la cible de 24,5 % d'ici 2015 fixée par les OMD.

Gouvernance responsable et décentralisation. La stratégie nationale de développement du Rwanda, baptisée « Vision 2020 », établit un cadre stratégique et des priorités clés dans le développement du pays. Elle cherche à transformer ce qui est aujourd'hui un pays à faible revenu reposant sur l'agriculture en une économie basée sur les connaissances et orientée vers les services, ce qui lui permettra d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2020. Le premier pilier de Vision 2020 est axé sur une bonne gouvernance et un État compétent. Ces dix dernières années, la promotion d'une bonne gouvernance a été au centre des stratégies de développement du Rwanda. Elle est assurée en facilitant la participation et l'autonomisation des citoyens, en permettant aux communautés locales de participer significativement aux prises de décisions sur les problèmes qui les concernent le plus et par conséquent en veillant à contribuer à un développement pérenne et à la réduction de la pauvreté. C'est dans ce but qu'un processus de décentralisation a été entamé en 2000, aboutissant à la création de 30 districts. Le développement et la prestation d'un large éventail de services ont été transférés à ces districts.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition :
bâti des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Plan stratégique national pour la réduction de la pauvreté. La stratégie de réduction de la pauvreté 2002-2006 a été la première évaluation systématique des actions nécessaires pour réduire la pauvreté et générer une croissance économique entreprise par le gouvernement rwandais avant Vision 2020. Élaborée dans un environnement post-conflit⁴, cette stratégie s'est attachée avant tout à gérer la transition pour passer d'une aide d'urgence à la réadaptation et à la reconstruction. Par la suite, un cadre national pour la réduction de la pauvreté et le développement économique (EDPRS1, 2008-2012) a marqué un profond changement dans l'approche du développement, notamment en renforçant la décentralisation des fonctions gouvernementales, pour que les décisions relatives au développement soient prises au plus près des populations. Dans ce contexte, des avancées majeures ont également été enregistrées concernant la baisse de la mortalité infantile, qui est passée de 86 à 50 décès de nourrissons pour 1 000 naissances vivantes, et la mortalité maternelle, qui est passée de 750 à 476 pour 1 000 naissances entre 2006 et 2011 [EDPRS2, 2013].

Dans la seconde phase (2013-2018) de la stratégie nationale de développement économique et de réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition restent des problèmes importants pour le développement général du pays et sont qualifiées de « problèmes fondamentaux durables », c'est-à-dire des priorités stratégiques à long terme. L'un des principaux objectifs de l'EDPRS2 consiste à réduire les taux de malnutrition infantile chronique⁵. La stratégie entend s'attaquer à ce point, ainsi qu'aux problèmes plus généraux d'insécurité alimentaire et de malnutrition, à travers des programmes nutritionnels communautaires et des campagnes menées à travers tout le pays.

Sécurité alimentaire. Le pays a fait de grands pas en avant dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la faim. Entre 1990 et 2015, la prévalence de la sous-alimentation a été quasiment divisée par deux, passant de 56 % à 32 %, signe de solides progrès. Le nombre total de personnes sous-alimentées au Rwanda s'est stabilisé aux environs de quatre millions depuis 2002 [COMPACT2025, 2016]. L'« Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité [CFSVA] »

menée en 2015 par le Programme alimentaire mondial (PAM) et le ministère rwandais de l'Agriculture et des Ressources animales (MINAGRI) a révélé que 80 % des ménages jouissent d'une sécurité alimentaire, si l'on se base sur leur consommation alimentaire actuelle et leur capacité à faire face aux futures difficultés [PAM, 2016]. Les niveaux d'insécurité alimentaire sont particulièrement élevés dans les provinces de l'ouest et du nord du pays, tandis que Kigali, la capitale, offre le plus haut niveau de sécurité alimentaire, avec seulement 3 % des ménages souffrant d'une insécurité alimentaire modérée [PAM, 2016].

Nutrition. La situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans s'est améliorée par rapport aux données fournies par la CSVA en 2012 ; on compte aujourd'hui moins d'enfants souffrant d'émaciation, d'un retard de croissance et d'une insuffisance pondérale. Le retard de croissance, l'un des principaux problèmes nutritionnels au Rwanda, est passé de 43 % en 2012 à 37 % en 2015 [PAM, 2016]. Selon le NISR, la prévalence du retard de croissance chez les enfants varie selon les zones démographiques et les régions. Les chiffres sont plus élevés dans les zones rurales (41 %) que dans les zones urbaines (24 %), et supérieurs dans la région de l'ouest (45 %) [NISR dans: COMPACT2025, 2016].

Les résultats de la CSVA effectuée en 2015 montrent que certains facteurs liés aux mères expliquent en grande partie le retard de croissance chez les enfants [PAM, 2016]. La situation nutritionnelle de la mère et son niveau d'éducation jouent tous deux un rôle déterminant ; au Rwanda, 47 % des enfants issus de familles dont les mères n'ont bénéficié d'aucune éducation formelle présentaient un retard de croissance en 2015, contre seulement 19 % des enfants issus de familles dont les mères avaient suivi au minimum un enseignement secondaire [PAM, 2016]. Entre 2009 et 2013, le taux de scolarisation féminine dans le secondaire est passé de 25 % à 34 %. Il s'est également avéré que l'autonomisation des femmes améliorerait la nutrition : plusieurs mesures indiquent que le Rwanda a su promouvoir l'égalité des sexes et en 2015, le pays se classait sixième sur 145 dans l'indice mondial d'écart entre les sexes du Forum économique mondial [COMPACT2025, 2016].

⁴ Le génocide rwandais a entraîné la mort de plus d'un million de Tutsis sur une période de cent jours, d'avril à juillet 1994.

⁵ La malnutrition chronique, ou retard de croissance, est une forme de croissance insuffisante. Les enfants qui souffrent de malnutrition chronique ne réalisent pas pleinement leur potentiel génétique de croissance, sur le plan mental et physique. Le principal symptôme permettant de mesurer ce problème est le retard de croissance (c'est-à-dire un enfant de petite taille par rapport aux autres enfants de la même tranche d'âge) et une durée de développement relativement longue [Save the Children UK].

La Route d'Apprentissage au Rwanda

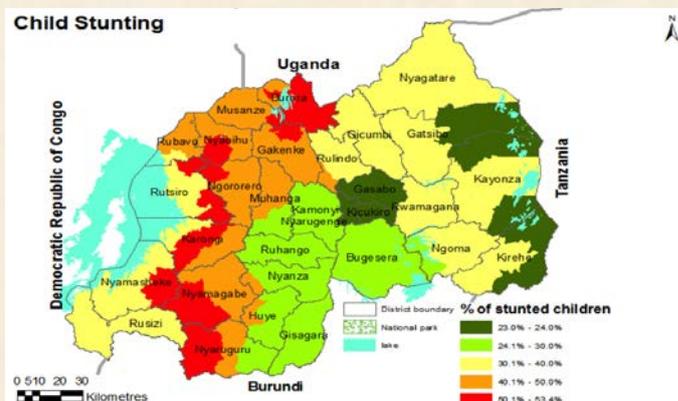
Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition : bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Dans la lignée de la CSVA de 2015, une étude menée par l'initiative **COMPACT2025** en 2016 indique que la prévalence de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation chez les enfants a également baissé, passant respectivement de 18 % et 5 % à 9 % et 2 %. Ces chiffres sont en corrélation avec un taux de 87 % d'enfants de moins de six mois nourris exclusivement au sein. Les zones de subsistance affichant le plus fort taux de retard de croissance chevauchent les zones de subsistance enregistrant la plus forte insécurité alimentaire. Le Rwanda affiche également de bons résultats concernant d'autres indicateurs de la sous-nutrition : seuls 17 % des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie, soit un chiffre bien inférieur à la prévalence de 37,6 % sur l'ensemble du continent africain. 40 % des districts du Rwanda signalent toutefois encore un niveau d'anémie chez les enfants supérieur à 40 %. De plus, 38 % des enfants rwandais de moins de cinq ans présentent des carences en fer [COMPACT2025, 2016].

Les dirigeants du pays ont démontré un engagement politique de haut niveau vis-à-vis de l'éradication de la malnutrition. La mise en œuvre du plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition (NFNSP) 2013-2018 est jugée indispensable pour atteindre à terme une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans le pays. Pour pouvoir appliquer le plan stratégique au niveau des districts, des plans locaux d'éradication de la malnutrition (District Plans to Eliminate Malnutrition, DPEM) ont été intégrés dans les plans de développement des districts. La première phase du programme des DPEM a été entamée en 2011 avec quelques districts et a été élargie à l'ensemble des districts du Rwanda en 2012. En 2014, une évaluation des plans a montré que les activités liées aux DPEM étaient mises en œuvre dans tous les districts.

En juin 2016, un Secrétariat national de coordination des programmes nutritionnels et alimentaires pour éradiquer la malnutrition a été créé sous l'égide du ministère de l'Administration locale (MINALOC) pour coordonner toutes les activités et tous les acteurs dans le domaine de la nutrition ; dans les faits, la décentralisation et le renforcement d'une approche plurisectorielle se sont avérés être des stratégies payantes pour lutter contre la malnutrition. Le secrétariat apportera une assistance technique au cluster social du gouvernement central,

tandis que les districts, les partenaires de développement et les OSC travailleront ensemble à la mise en œuvre de programmes nutritionnels.



Source : PAM, 2016

Plates-formes multipartites

Ces dernières années, plusieurs plates-formes multipartites ont été créées au niveau central et local pour renforcer la nutrition :

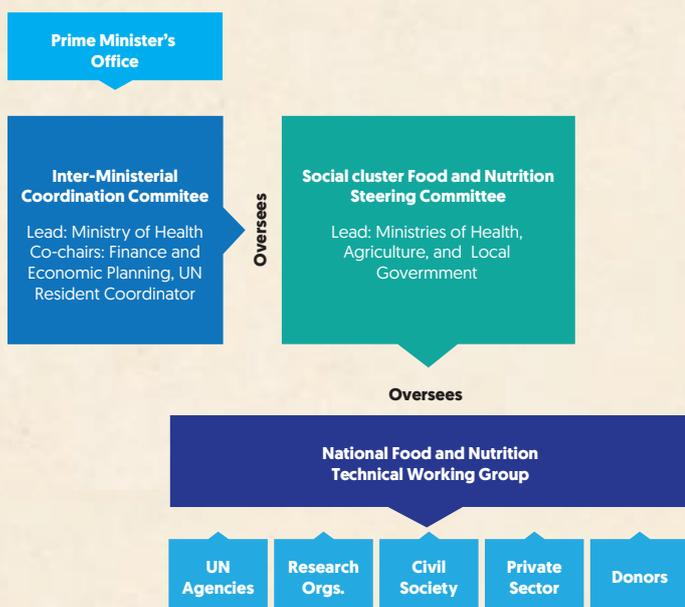
Le **Comité interministériel de coordination (CIC)** – la plus haute instance, qui rend compte au cabinet du Premier ministre et est dirigée par le ministère de la Santé. Elle réunit le gouvernement et les partenaires de développement pour lutter contre la faim et la sous-nutrition.

Le **comité de pilotage de l'alimentation et de la nutrition du cluster social (SCF&NSC)** – une instance interministérielle chargée de coordonner et de mettre en œuvre la politique nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNP) et le plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition (NFNSP).

Le **groupe de travail technique national sur l'alimentation et la nutrition** – une plate-forme multisectorielle de coordination de la nutrition, qui inclut des représentants du SCF&NSC, des donateurs, des organismes de l'ONU, la société civile, des universitaires et le secteur privé. Il dispense des conseils techniques et aide à coordonner et à organiser des activités nationales. Il apporte également une assistance technique pour les activités décentralisées.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition



Cadre politique

La politique nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNP), élaborée en 2013, est une révision de la précédente politique nationale de nutrition de 2007. Étroitement liée aux OMD et conforme à l'EDPRS2, elle s'aligne sur Vision 2020. Cette politique souligne l'importance de l'alimentation et de la nutrition durant la grossesse et les deux premières années de vie d'un enfant, afin de favoriser une croissance normale durant la période gestationnelle et le développement rapide de l'enfant en bas âge (NFNSP 2013-2018). Elle reconnaît également le lien étroit entre une nutrition adéquate et la sécurité alimentaire des ménages.

La politique inclut des approches spécifiques à la nutrition et d'autres qui y contribuent, pour lutter contre la sous-nutrition. Des politiques contribuant à la nutrition ont été mises en place dans des secteurs clés qui influencent les résultats nutritionnels, comme l'agriculture, la réduction de la pauvreté et le développement durable, la santé, l'éducation et la protection sociale (Mouvement SUN, 2015). La NFNP élargit en outre l'accent mis sur la participation plurisectorielle et sur les responsabilités : les programmes nutritionnels sont en réalité décentralisés à travers des plans locaux d'éradication de la malnutrition (District Plans to Eliminate Malnutrition, DPEM) et le Forum d'action conjointe du développement (FACD) au niveau des districts.

Localement, des comités plurisectoriels sur la nutrition regroupent des maires, des responsables de la santé des districts, des nutritionnistes, des représentants des femmes

et des jeunes au niveau des districts, des agronomes et des agents de protection sociale, de soins vétérinaires, de l'hygiène et de l'assainissement (Mouvement SUN, 2015). Le comité du district supervise la mise en œuvre des DPEM. Des organisations non gouvernementales internationales et nationales interviennent au niveau des districts, à travers les structures des forums d'action conjointe de développement. Localement, des travailleurs sanitaires communautaires, ainsi que des agents de promotion de l'agriculture jouent un rôle important dans la mise en œuvre des programmes communautaires liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Au sein de ce cadre, le plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition (NFNSP) oriente la mise en œuvre de la politique sur une période de cinq ans, en se concentrant en particulier sur la prévention du retard de croissance chez les enfants. Le NFNSP tient également compte des relations de cause à effet complexes entre la nutrition, les pathologies, la sécurité alimentaire des ménages et la protection sociale. L'importance de lutter contre chacun de ces facteurs et contre les liens qui les unissent justifie la nécessité d'une appropriation plurisectorielle et de responsabilités de mise en œuvre conjointes pour la NFNP et le NFNSP.



La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Le Mouvement SUN au Rwanda

Le 22 décembre 2011, la République du Rwanda a rejoint le Mouvement SUN, par le biais d'une lettre d'engagement adressée par le ministère de la Santé. À cette époque, le Président rwandais avait lancé une initiative visant à lutter contre la malnutrition, suivie du premier sommet national de la nutrition en novembre 2009 et des comités plurisectoriels de la nutrition avaient été créés au niveau central et local. En outre, le ministère de la Santé a été chargé de coordonner la mise en œuvre d'une stratégie nationale plurisectorielle visant à éradiquer la malnutrition (2010-2013) et d'un plan d'action conjointe exhaustif de lutte contre la malnutrition.

Aujourd'hui, la plate-forme plurisectorielle/multipartite, qui coordonne les initiatives du Mouvement SUN à l'échelle nationale et des districts, inclut les comités de coordination de haut niveau des ministères du cluster social et le comité de coordination interministériel, hébergés au sein du cabinet du Premier ministre, avec la participation des principaux ministres concernés. De même, des organismes de l'ONU organisent régulièrement des réunions pour unir leurs efforts afin d'aider le gouvernement rwandais à éradiquer la malnutrition. À ce jour, seuls le secteur privé et les groupes de donateurs n'ont pas établi de mécanisme de coordination formel pour leur implication dans la lutte contre la malnutrition.

L'alliance SUN au Rwanda

En 2014, une subvention de démarrage accordée par le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Mouvement SUN (MPTF) a permis la création de l'alliance SUN, qui rassemble un nombre élevé d'OSC œuvrant dans le secteur de la nutrition dans le pays. Une cérémonie de lancement a réuni 150 participants, afin de leur expliquer le concept de travail sous la forme d'une alliance d'OSC coordonnée, de leur présenter l'ébauche des termes de référence et de leur demander de participer. Après quoi l'assemblée générale de l'alliance SUN a élu son comité directeur. Un plan d'action a pu être établi et l'alliance SUN a été enregistrée en tant qu'organisation faitière. Des conseillers du comité ont également été élus pour six secteurs influençant la nutrition (agriculture, santé, autonomisation des femmes, éducation, protection sociale et réduction de la pauvreté). À ce jour, l'alliance SUN inclut 79 membres de la société civile issus d'OSC locales ou internationales et du milieu universitaire, tous activement engagés dans

le renforcement de la nutrition à l'échelle nationale, soit à travers des programmes axés directement sur la nutrition (appelés programmes « spécifiques à la nutrition »), soit à travers des programmes portant sur d'autres secteurs mais intégrant des aspects nutritionnels (appelés programmes « favorisant la nutrition »).

Le but de l'alliance SUN est de permettre aux communautés touchées par la malnutrition de se faire davantage entendre et de se concentrer sur la nécessité d'une plus grande redevabilité de leur part.

Gouvernance

L'assemblée générale de l'alliance SUN est une instance composée de représentants de toutes les organisations impliquées dans l'alliance. Elle s'est réunie pour la première fois en mars 2015, puis à nouveau en octobre 2015, réunions au cours desquelles elle a officiellement adopté les statuts de l'organisation et a élu les membres du comité directeur, ainsi que les comités d'audit et de résolution des litiges. L'assemblée se réunit environ deux fois par an pour discuter des progrès généraux et du fonctionnement de l'alliance. Ces réunions sont aussi l'occasion d'aborder des sujets de haut niveau concernant tous les membres de l'alliance. Une stratégie de communication a été élaborée afin d'assurer une communication cohérente entre le comité directeur, les OSC et leurs partenaires. Au sein de ce cadre, les comités des districts jouent un rôle clé en faisant remonter les demandes des communautés locales à la plate-forme nationale.

Objectifs stratégiques de l'alliance SUN

1. Contribuer activement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de politiques et de plans nationaux multipartites et plurisectoriels efficaces et responsables permettant de renforcer la nutrition au niveau national et infranational.
2. Encourager et faciliter la coordination entre tous les acteurs de la société civile, y compris les universitaires, les OSC internationales, nationales et locales, et veiller à ce que leurs stratégies, leurs programmes et leurs ressources cadrent avec les priorités du pays en matière de nutrition.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition :
bâti des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Les objectifs spécifiques de l'alliance SUN consistent à :

- mobiliser des ressources pour améliorer la coordination, les partenariats et les synergies entre les membres de l'alliance SUN et les autres parties prenantes, en visant une réduction durable et équitable de la malnutrition ;
- renforcer les capacités des OSC pour améliorer les programmes nutritionnels, la planification, le suivi et les résultats ;
- consolider le dialogue et la redevabilité à tous les niveaux pour mettre en œuvre des politiques et des réglementations nationales luttant contre la malnutrition ;
- donner à ses membres les moyens de mettre en place des systèmes efficaces qui contribuent à accroître les investissements dans le secteur de la nutrition ;
- défendre les intérêts professionnels des membres et resserrer les liens entre l'alliance SUN et les autres organisations ayant des objectifs similaires à l'échelle mondiale ;
- effectuer des recherches pour guider la conception et la mise en œuvre des politiques et pour améliorer la qualité des informations dans le secteur de la nutrition.

Principales réalisations de l'alliance SUN

- Activités directes de mobilisation des communautés : campagne de sensibilisation sur la nutrition (de 2014 à ce jour).
- Recueil d'informations en vue d'un plaidoyer : exercice de cartographie des parties prenantes et des actions (janvier à octobre 2015).
- Création et pérennisation de l'organisation : structures et statut juridique (mars à mai 2015).
- Formation, sensibilisation et création des comités de district SUN (mai 2015).
- Plaidoyer pour la création d'un secrétariat national de coordination des programmes nutritionnels et alimentaires (mai 2015 à juin 2016).
- Campagnes de plaidoyer pour la nutrition auprès des décideurs nationaux et au sein des districts, avec l'aide de nos comités pour accroître la coordination et les investissements (février 2016 à ce jour).
- Élaboration de plans de travail et de stratégies de plaidoyer et de communication (mars - avril 2016).
- Programme des Routes d'apprentissage (mai 2016 à mars 2017).
- Mobilisation de financements : obtention d'une subvention du New Venture Fund par le biais de SFH Rwanda (juillet 2016).
- Mobilisation de financements : conclusion d'un accord entre SNV et l'alliance SUN (subvention pour le renforcement d'un plaidoyer reposant sur des éléments factuels) (juillet 2016).
- Participation aux événements nutritionnels nationaux et aux événements du Mouvement SUN [régulièrement].

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition : bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Entretien avec M. Butera John R. Mugabe, Président de l'alliance SUN



Q : Pouvez-vous nous expliquer comment l'alliance SUN a vu le jour et quelles ont été jusqu'ici ses principales activités ?

L'alliance SUN résulte de l'appel d'offres lancé par le MPTF pour créer une alliance SUN pour la société civile au Rwanda. Cela remonte à fin 2013. Deux organisations (Society for Family Health Rwanda [SFH] et Catholic Relief Service [CRS]) ont répondu à l'appel d'offres ; à partir de là, l'alliance de la société civile a été établie, sous forme d'une union de ces deux organisations, chacune d'entre elles jouant un rôle distinct. Par exemple, SFH Rwanda avait pour mandat de mobiliser les OSC sur le plan social, tandis que CRS a joué un rôle de coordination. Grâce aux fonds du MPTF et au soutien du gouvernement rwandais, l'alliance de la société civile SUN a été officiellement créée en 2014. Elle s'appelle désormais « alliance SUN ». Durant ce processus, nous avons appelé tous les acteurs de la société civile rwandaise intervenant dans le secteur de la nutrition, ainsi que des partenaires de la recherche universitaire, comme l'université catholique du Rwanda, à rejoindre l'alliance.

Q : Quelles ont été les principales initiatives de l'alliance SUN jusqu'à présent ?

Notre première initiative a consisté à enregistrer officiellement l'alliance elle-même ; nous avons ensuite mobilisé des ressources en vue d'actions axées sur la nutrition et nous avons rédigé plusieurs protocoles d'accord avec différentes parties prenantes. Nous avons réussi à réunir sous un même toit différentes parties prenantes, décideurs et hommes politiques, afin d'augmenter le budget consacré aux interventions nutritionnelles, ce qui a été une grande réussite. Nous effectuons actuellement un suivi des ressources domestiques consacrées à la nutrition et nous avons participé au processus de cartographie des parties prenantes et des actions, qui s'est avéré absolument essentiel pour savoir « qui est qui », qui fait quoi dans quel domaine et quels investissements et ressources sont disponibles pour un problème particulier. Cela nous a aidés à comprendre la nature complexe de la nutrition et à cibler précisément les objectifs communs que nous voulons atteindre.

Cependant, nous rencontrons encore des difficultés, notamment en ce qui concerne le manque de personnel ; en effet, nous avons des effectifs limités par rapport à l'ampleur actuelle de la plate-forme. Le manque de ressources est aussi un problème, qui limite également les possibilités de renforcer les capacités de nos membres.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition :
bâti des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Expériences viables concernant le renforcement de la nutrition : études de cas illustrant la Route d'apprentissage

Au Rwanda, l'alliance SUN a réussi à tirer parti de la longue expérience de ses membres dans la lutte contre la malnutrition. Les membres de l'alliance SUN sont engagés dans de multiples initiatives axées sur la nutrition, à l'échelle locale, nationale et internationale. Dans le cadre de la Route d'apprentissage, cinq initiatives couronnées de succès ont été retenues par l'alliance SUN. Ces expériences font partie d'un ou de plusieurs des domaines thématiques identifiés lors de l'enquête auprès des ASC africaines. Ces thèmes sont les suivants :

- plaidoyer, campagnes sociales et mobilisation
- coordination des diverses parties prenantes
- promotion d'un changement de comportement
- approches intégrées de lutte contre la malnutrition

Points à prendre en compte pour les personnes participant à la Route d'apprentissage

Chaque étude de cas décrit une stratégie ou une initiative couronnée de succès, entreprise par des OSC dans le but d'accélérer les efforts visant à réduire la malnutrition. Lisez les études de cas et réfléchissez aux questions suivantes :

Q1 : Avez-vous déjà testé certains aspects mentionnés dans l'exemple de pratique ? Avez-vous noté d'importantes différences entre votre approche et celle des OSC rwandaises ?

Q2 : La pratique comporte-t-elle certains aspects que vous n'avez pas testés et qui pourraient s'appliquer à votre contexte ? Pouvez-vous définir les mesures qu'il vous faudrait prendre ou les éléments qui devraient être mis en place pour assurer la réussite de l'initiative ?

Q3 : Selon vous, quels ont été les principaux facteurs de réussite qui ont contribué à l'impact de l'initiative ? Que pouvez-vous faire pour promouvoir ces facteurs de réussite dans vos propres initiatives ?

Q4 : Auriez-vous besoin de connaître certaines informations supplémentaires à propos de la pratique ? Souhaiteriez-vous poser des questions aux OSC impliquées ?

Notez vos réponses par écrit, afin de pouvoir vous y référer durant la Route d'apprentissage au Rwanda.

Étude de cas n°1 : cartographie des parties prenantes et des actions dans le domaine de la nutrition au Rwanda

DOMAINES D'APPRENTISSAGE

Renforcement de la coordination pour améliorer la nutrition

De plus en plus de parties prenantes au Rwanda œuvrent à l'éradication de la malnutrition ; il est donc essentiel de comprendre leur position et leurs priorités pour concevoir une stratégie coordonnée visant à améliorer la nutrition dans le pays. En 2015, le cabinet du Premier ministre, en collaboration avec ONE UNREACH, a organisé un processus plurisectoriel de cartographie des parties prenantes et des actions qui a rassemblé différents acteurs menant à la fois des actions spécifiques à la nutrition et des actions contribuant à la nutrition (interventions nutritionnelles sensibles à la nutrition). Parmi eux, des organismes de l'ONU (FAO, OMS, UNICEF et PAM), des institutions gouvernementales (MINAGRI, ministère de la Santé, MIGEPROF, MINEDUC et MINALOC), des OSC, qui sont également membres de l'alliance SUN, ainsi que des donateurs bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé et d'autres partenaires de développement.

Le projet de cartographie des parties prenantes et des actions a été mis en œuvre à travers diverses réunions ultérieures, alternant entre de petits groupes chargés de planifier les actions et de les tester, et de plus grands groupes chargés de valider et de partager les plans et les résultats. Le projet a mobilisé des représentants de divers groupes de parties prenantes. (L'exercice de cartographie s'est basé sur une initiative précédente, entreprise en 2012/2013 sur une base volontaire). La cartographie de 2015 avait pour but d'améliorer la coordination entre les parties prenantes, en aidant à comprendre précisément « qui fait quoi et où » dans le domaine de la nutrition, en mettant en lumière les éventuelles lacunes dans les actions entreprises et en évaluant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des actions nutritionnelles fondamentales définies, avec pour objectif final d'améliorer la planification et le déploiement d'interventions nutritionnelles dans le pays.

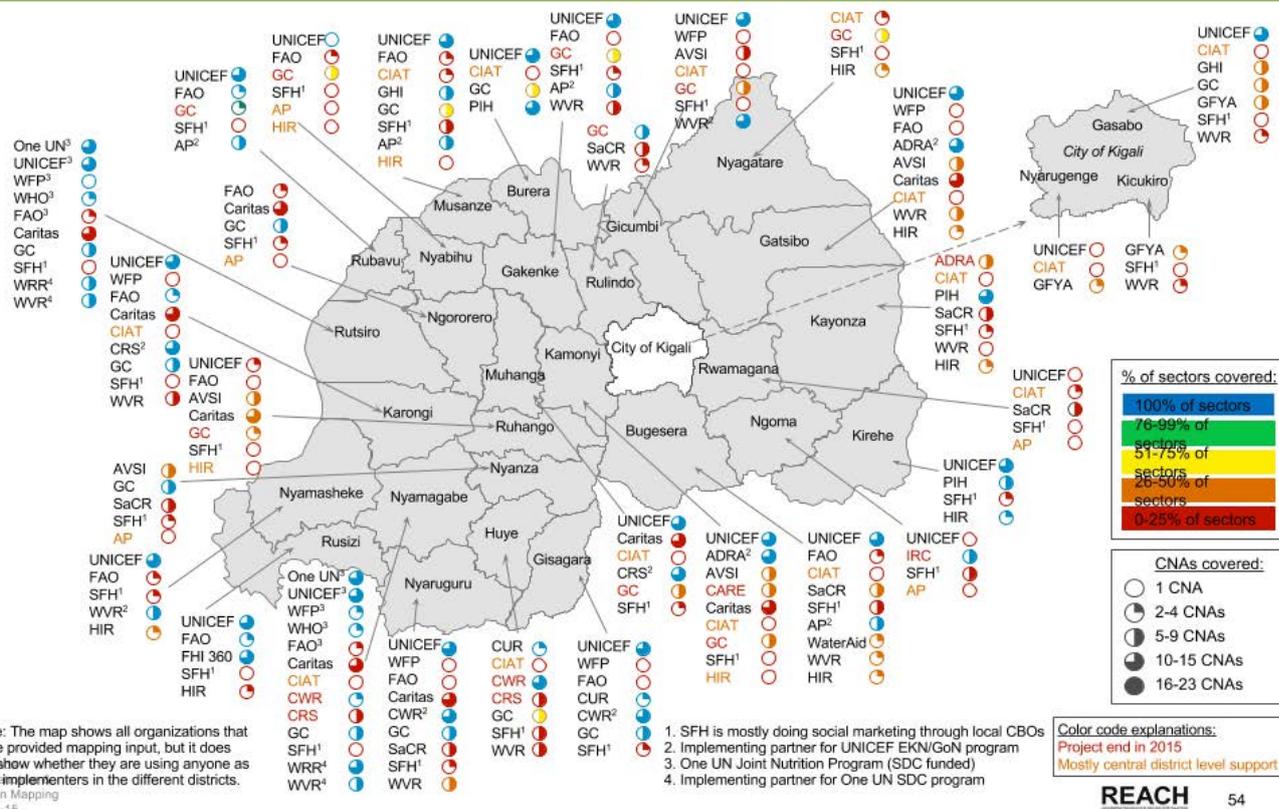
La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

NB! Only shows stakeholders who have reported

What catalysts & implementers are working in which districts?

How many CNAs are they working on, and how many sectors are they covering?



Source : Cartographie des parties prenantes et des actions 2015

L'alliance SUN a joué un rôle crucial en rassemblant les ONG œuvrant dans le domaine de la nutrition. En s'exprimant haut et fort d'une seule et même voix, elles ont ainsi poussé le gouvernement et les donateurs à s'engager. L'alliance SUN a également joué un rôle majeur en mettant en avant les organisations membres qui œuvrent dans le domaine de la nutrition, en identifiant leurs actions et leurs programmes clés, la couverture géographique de leurs opérations et les bénéficiaires ciblés, ainsi que leurs mécanismes d'intervention.

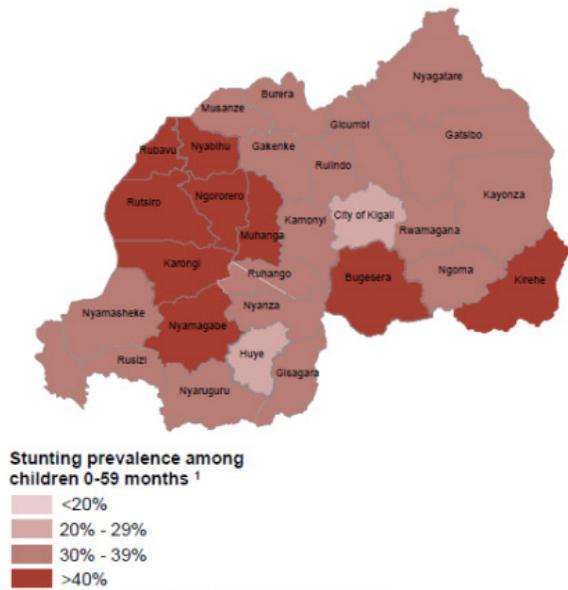
La cartographie des parties prenantes et des actions a révélé que les initiatives actuelles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition couvrent les principales

composantes de la sous-nutrition, telles que la sécurité alimentaire des ménages, la nutrition des mères, des nourrissons et des enfants en bas âge, la diversité alimentaire, la promotion de l'hygiène, la nutrition à l'école, l'alimentation complémentaire et le changement de comportement. Des lacunes ont cependant été identifiées au niveau des populations ciblées et des prestations de services. Comme le montrent les figures 7a et 7b, les districts dans lesquels la plupart des interventions nutritionnelles fondamentales (par exemple : éducation sur la nutrition, supplémentation en vitamine A, biofortification) sont mises en œuvre ne sont pas toujours les districts affichant les plus forts taux de retard de croissance chez les enfants (REACH 2015).

La Route d'Apprentissage au Rwanda

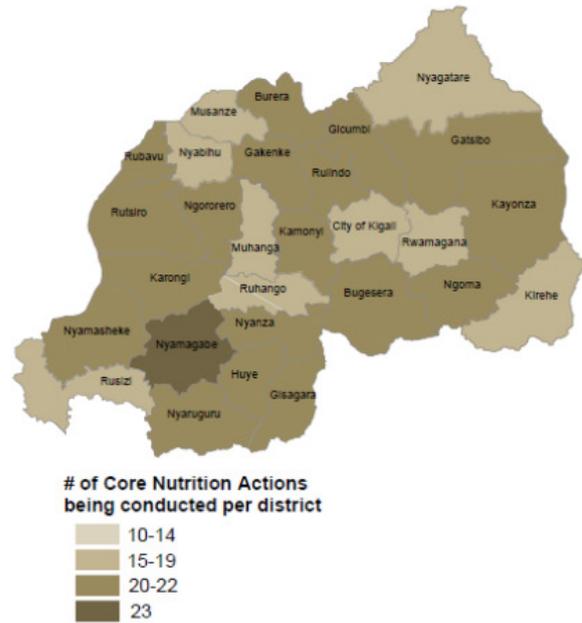
Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Figure 7a: Prevalence of child stunting by district



1. NBI Confidence intervals are rather large on a district level
Source: Rwanda National Nutrition Screening 2014, Rwanda Stakeholder & Action Mapping 2014/15

Figure 7b: Core Nutrition Action implementation by district



Source : Cartographie des parties prenantes et des actions 2015

Le processus de cartographie des parties prenantes et des actions a servi d'outil pour mobiliser des ressources en vue d'interventions spécifiques et a fourni de solides preuves pouvant étayer un plaidoyer sur les problèmes nutritionnels et pouvant favoriser le développement de nouveaux programmes et projets.

Dans l'ensemble, la cartographie des parties prenantes et des actions a montré que le retard de croissance constituait l'un des principaux problèmes au Rwanda et que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour atteindre les cibles fixées par le gouvernement. Il existe des lacunes au niveau de la couverture géographique et des bénéficiaires des projets existants. Pour changer la donne, il faudra davantage d'interventions afin d'atteindre une part plus importante des groupes cibles. Dans le même temps, il est nécessaire de garantir la qualité de la couverture et de s'assurer que les interventions sont efficaces et viables à terme. Parvenir à réduire le retard de croissance nécessitera de développer les capacités des populations locales (travailleurs sanitaires communautaires, chefs communautaires) pour leur permettre de mener des actions dans leurs communautés.

L'exercice de cartographie a démontré un grand besoin de coordination entre les différents secteurs et acteurs pour renforcer la nutrition. La plupart des acteurs œuvrant dans le secteur de la nutrition au Rwanda utilisent aujourd'hui les informations fournies par la cartographie comme un outil les aidant à décider où et comment intervenir

et à élaborer le cadre de leurs projets. Au sein de ces cadres, les différentes parties prenantes ont différentes responsabilités : les ministères dirigent les actions nutritionnelles fondamentales définies et sont responsables de certaines actions dans leurs domaines d'intervention, comme la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, la prévention des maladies, la supplémentation en micronutriments (ministère de la Santé), l'alimentation et l'agriculture (MINAGRI), l'éducation sur la nutrition (MINEDUC), l'eau, l'assainissement et l'hygiène (ministère de la Santé, MINEDUC et ministère des Infrastructures) et la protection sociale (MINALOC, MINAGRI et MINEDUC). Certains acteurs catalyseurs, comme les organismes de l'ONU et les ONG internationales, apportent leur aide et ont une vue d'ensemble des organisations menant les actions nutritionnelles fondamentales. Ils peuvent également faire office de responsables techniques pour plusieurs autres organisations. Les agents d'exécution sur le terrain, quant à eux, sont en charge du développement des actions nutritionnelles fondamentales spécifiques au niveau des districts : plusieurs ONG internationales et nationales exercent ce rôle, opérant souvent à travers les infrastructures et les ressources publiques, comme les dispensaires, les agents sanitaires communautaires et les écoles. Pour finir, les donateurs apportent une aide financière pour permettre l'exécution des actions nutritionnelles fondamentales. Les principaux donateurs incluent des organisations multilatérales et bilatérales, des fonds fiduciaires et des fondations (Cartographie des parties prenantes et des actions pour le Rwanda 2014/2015).

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition : bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Un troisième exercice de cartographie couvrant l'ensemble de l'année 2016 devrait être entrepris en 2017. En réalité, la cartographie des parties prenantes et des actions devrait être constamment mise à jour pour être efficace et pour planifier les interventions nutritionnelles dans le pays. L'alliance SUN jouera un rôle essentiel en engageant les OSC avant le début de l'exercice de cartographie, afin de garantir une parfaite compréhension et une participation active de la part de ses membres.

Quels enseignements puis-je tirer de cette étude de cas durant la Route d'apprentissage au Rwanda? En étudiant les différentes phases d'élaboration de la cartographie des parties prenantes et des actions, nous apprendrons à planifier et à mettre en œuvre des activités de cartographie de manière efficace et efficiente. L'exemple de pratique montre qu'une cartographie peut constituer un puissant outil permettant de définir les actions prioritaires et de renforcer la coordination pour atteindre des objectifs communs.

Étude de cas n° 2: renforcement des partenariats public-privé en faveur des populations pauvres pour lutter contre la malnutrition – L'expérience de DUHAMIC-ADRI et de SOSOMA

DOMAINES D'APPRENTISSAGE

Mobilisation sociale en faveur de la nutrition, partenariats public-privé en faveur des populations pauvres, marketing social, approches intégrées de lutte contre la malnutrition.

Fondée en 1979, DUHAMIC-ADRI (acronyme de Duharanira Amajyambere y'Icyaro ou « Action en faveur d'un développement rural intégré ») est une organisation rwandaise à but non lucratif qui soutient le développement rural à travers des initiatives intégrées. Basée à Kigali, DUHAMIC-ADRI est un membre actif de l'alliance SUN à l'échelle nationale et des districts, intervenant dans tout le pays, et plus particulièrement dans la région du sud. L'organisation adopte une approche intégrée pour améliorer les moyens de subsistance ruraux, couvrant l'agriculture, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la nutrition, la protection sociale et le financement rural. Elle utilise différentes voies pour lutter contre la malnutrition, comme des formations sur différents sujets (pratiques agricoles écologiques, santé et nutrition, etc.), des campagnes, des concours de cuisine et des programmes radio, entre autres. L'organisation s'efforce également de renforcer les associations de producteurs et les coopératives de production agricole, en leur fournissant des intrants et

des équipements agricoles et en reliant les coopératives aux marchés. Dans le cadre de son travail, DUHAMIC-ADRI entretient des relations étroites avec différentes parties prenantes, allant du gouvernement aux organisations internationales et aux OSC locales.

En 1986, DUHAMIC-ADRI a lancé une unité de transformation des aliments, baptisée « SOSOMA ». Ce nom est un acronyme des trois principaux ingrédients utilisés par l'unité : soja, sorgho et maïs. En 2008, SOSOMA s'est détachée de DUHAMIC-ADRI pour devenir une société privée dotée d'une forte responsabilité sociale, dans le but de réduire la malnutrition aiguë à travers ses produits à forte teneur en nutriments (source : SOSOMA Industries). La société a commencé à fonctionner de façon indépendante, produisant le même type de farines que celles précédemment produites par l'unité de DUHAMIC-ADRI. Ces produits, extrêmement riches en vitamines et en micronutriments, incluent : SOSOMA1, SOSOMA2, SOSOMA2 Fortified (fortifié), Corn Soya Blend Fortified (mélange maïs-soja fortifié), Super Maize Meal (plat fortifié à base de maïs), Roasted Soya Flour (farine de soja grillé), Red and White Sorghum Flours (farines de sorgho rouge et blanc), ainsi que d'autres farines fortifiées pour lutter contre les carences en micronutriments. La farine, produite à partir de graines de soja, de sorgho, de maïs et de blé, est principalement utilisée dans la préparation de porridge. Aujourd'hui, 73 % des produits sont certifiés par l'Office Rwandais de Normalisation.

Environ 50 % des produits issus de l'unité de transformation sont vendus à des prix subventionnés au gouvernement et aux organisations humanitaires, tandis que les 50 % restants sont vendus directement aux supermarchés à des prix financièrement accessibles à la population locale. Les organisations qui sont en mesure d'acheter à des prix subventionnés incluent les OSC, comme Caritas Rwanda, Partners in Health et One Vision, qui font toutes partie elles aussi de l'alliance SUN. Pour ce qui est du gouvernement, le ministère de la Santé est autorisé à acheter des produits SOSOMA à des prix subventionnés. Les produits sont ensuite distribués aux hôpitaux et aux dispensaires et donnés aux enfants souffrant de malnutrition, aux mères enceintes et aux personnes touchées par le VIH/SIDA. Les dividendes reversés annuellement à DUHAMIC-ADRI et aux principaux actionnaires sont réinvestis dans des programmes de développement rural pour soutenir les agriculteurs locaux (qui sont chargés d'approvisionner les produits agricoles). SOSOMA a rencontré un énorme succès en tant que société privée. Le cours de ses actions a augmenté de 104 %, passant de 211 dollars en 2009

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition : bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

à 429 dollars en 2013 ; les projections pour les cinq prochaines années (2014-2018) prévoient une hausse du chiffre d'affaires de 20 % par an, lequel passera de 1,5 à 3,5 millions de dollars.

Dans le cadre de son initiative visant à réduire la malnutrition et à garantir des normes de qualité élevées, SOSOMA coopère étroitement avec les instances gouvernementales (ministère de la Santé, MINEDUC), les organismes des Nations Unies (PAM, HCR), les organisations internationales (World Vision, Catholic Relief Services, Partners in Health, USAID), l'Office Rwandais de Normalisation et l'alliance SUN. Les produits sont distribués dans l'ensemble du pays et sont exportés vers les pays voisins (Ouganda, Burundi).

En dépit des nets progrès accomplis et de la forte demande sur le marché (forte à tel point qu'elle est parfois difficile à satisfaire), certaines difficultés subsistent ; lorsqu'ils ne sont pas achetés à l'aide des subventions gouvernementales, les produits de SOSOMA restent trop chers pour les dispensaires et les hôpitaux locaux. Les céréales sont l'une des principales denrées importées par le Rwanda depuis les pays voisins et l'ingrédient principal des produits de SOSOMA, ce qui influence leur prix. Les subventions gouvernementales ou l'aide des ONG sont donc indispensables aux personnes qui distribuent ces produits. Même si la qualité des produits de SOSOMA est largement considérée comme la meilleure en son genre, la plupart des organisations et des dispensaires locaux qui les distribuent ont besoin de financements externes apportés par des bailleurs ou des ONG internationales pour pouvoir les acheter. En ce qui concerne les individus, comme les agriculteurs pauvres et leurs familles, l'achat de ces produits est encore plus difficile ; par conséquent, ces excellents produits fabriqués spécialement pour les personnes souffrant de malnutrition n'atteignent pas ceux qui en ont le plus besoin.

Au sein de ce cadre, l'alliance SUN joue un rôle essentiel, en renforçant les partenariats en faveur des populations pauvres entre le secteur privé, la société civile et les OSC membres, concernant la distribution et la vente des produits de SOSOMA. L'alliance SUN est actuellement engagée dans diverses initiatives de marketing social visant à lutter contre la malnutrition, à plaider et à sensibiliser le gouvernement et les organisations internationales en faveur d'un partenariat efficace et approprié entre le secteur public et le secteur privé, en s'assurant que la voix des consommateurs et des petits exploitants agricoles est prise en compte aux divers stades de la chaîne de valeur.

Quels enseignements puis-je tirer de cette étude de cas durant la Route d'apprentissage au Rwanda ? Le cas de DUHAMIC-SOSOMA offrira des enseignements utiles sur les stratégies efficaces employées par la société civile pour promouvoir des partenariats appropriés en faveur des populations pauvres entre le secteur public et le secteur privé, afin de réduire la malnutrition, tout en garantissant une visibilité et des bénéfices aux petits exploitants agricoles dans la chaîne de valeur.

Étude de cas n° 3 : stratégies de communication visant à instaurer un changement de comportement pour améliorer la nutrition – L'expérience de Land O'Lakes et d'Urunana

DOMAINES D'APPRENTISSAGE

Communication en faveur d'un changement de comportement, coordination des diverses parties prenantes

Créée aux États-Unis dans les années 1980, [Land O'Lakes International Development](#) est une organisation internationale qui a débuté sous forme d'une coopérative agricole et laitière. Elle s'efforce d'aider les petits exploitants agricoles des pays en voie de développement à accéder aux marchés et à améliorer la quantité et la qualité de leurs rendements. Land O'Lakes intervient au Rwanda depuis 2007, en se concentrant en particulier sur le secteur laitier. L'organisation est membre du conseil d'administration (ou comité directeur) de l'alliance SUN. Elle a également été désignée organisation de référence pour la composante Autonomisation des femmes (l'un des six secteurs contribuant à la nutrition identifiés dans la stratégie d'intervention de l'alliance SUN). L'organisation s'efforce de développer le secteur laitier à l'échelle nationale et des districts, en améliorant la production des petits exploitants agricoles, tout en augmentant la demande des consommateurs et le soutien réglementaire pour garantir des produits sûrs de qualité. Dans ce contexte, Land O'Lakes utilise également la communication pour promouvoir un changement de comportement, en analysant les raisons du manque de diversité dans l'alimentation des populations, puis en élaborant et mettant en place des approches et des messages de communication sociale et de changement de comportement visant à améliorer la consommation de denrées alimentaires de meilleure qualité.

Dans ce domaine, Land O'Lakes encourage des projets et des initiatives différents, destinés à améliorer la production de lait et de produits laitiers de qualité

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

et à promouvoir la consommation de lait au sein de la population rurale, dans la lignée des programmes gouvernementaux visant à réduire la malnutrition infantile, comme Girinka Munyarwanda (Une vache par famille pauvre) et le programme One Cup of Milk per Child (Un gobelet de lait par enfant). Dans le même temps, l'organisation s'efforce de promouvoir des campagnes axées sur la nutrition pour instaurer un changement de comportement afin d'améliorer l'alimentation.

Alice Bamusime, point focal en charge de la nutrition et des questions sexospécifiques chez Land O'Lakes, est un membre très actif du conseil d'administration de l'alliance SUN. Son travail consiste à s'assurer que tous les messages liés à la nutrition sont bien transmis à travers les projets soutenus par l'organisation. Elle intervient directement auprès des agriculteurs et des professionnels de la transformation pour s'assurer que du lait de qualité est produit et distribué ; l'organisation

collabore également avec des centres de collecte de lait pour promouvoir la diversification des produits laitiers (comme le lait fermenté ou aromatisé) et leur conditionnement, afin de faciliter les achats directs par les populations locales dans leurs cantines ou dans des « bars à lait ». La campagne de communication a principalement permis de modifier les mentalités concernant les décisions prises à propos de la consommation de lait au niveau des ménages. Au départ, c'était l'homme du foyer qui décidait de la quantité de lait à consommer à la maison et bien souvent, toute la production de la famille était vendue au centre de collecte de lait avant que les enfants puissent en consommer. Grâce aux campagnes axées sur les questions sexospécifiques et sur la nutrition, le mari et la femme décident aujourd'hui ensemble de la quantité de lait à conserver à la maison avant de le vendre au centre de collecte. Les familles vendent désormais uniquement leur excédent de production.



Sylvia Muteteli est coordinatrice d'Urunana DC.

« Au début, nous n'arrivions pas à croire que la consommation de lait pouvait poser problème et que les agriculteurs produisaient du lait sans en consommer. Nous avons organisé de nombreuses réunions d'orientation et nous nous sommes également rendus sur le terrain pour observer les communautés et tirer des enseignements de leurs actes. Nous comprenons à présent les causes et l'ampleur du problème, ainsi que ses conséquences, et nous sommes en mesure de plaider et d'expliquer aux autres pourquoi privilégier le lait. Nous parvenons à faire évoluer les mentalités en utilisant les preuves issues de notre travail à travers le pays, obtenues auprès de nos populations. Nous avons recueilli de nombreux témoignages et procédé à de nombreuses évaluations. Nous savons que notre émission a un impact positif considérable sur le comportement des individus et des familles, qui acceptent d'introduire des alimentations diversifiées plus équilibrées. »

Land O'Lakes a utilisé différentes voies de communication pour diffuser des messages en faveur de la nutrition : dans des modules de formation s'adressant aux agriculteurs, des descriptions dans des scénarios illustrés, par l'intermédiaire des dispensaires, des écoles et des ménages, et à travers des émissions de radio. Land O'Lakes s'est associée à Urunana pour transmettre des messages nutritionnels à travers son feuilleton radiophonique le plus populaire.

Urunana Development Communication (DC) est une ONG nationale rwandaise créée en 1998. Elle a été la première radio à promouvoir un nouveau format de feuilleton au Rwanda, rompant avec l'approche linéaire classique d'une histoire unique utilisée précédemment. Le nouveau format proposait un large éventail d'histoires vécues, reflétant la vie et les problèmes courants rencontrés par l'audience du feuilleton, composée en grande partie de populations rurales. Dans le même temps, le contenu a

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

été élargi pour inclure des messages sociaux à propos de questions sensibles, comme la santé reproductive et sexuelle, les problèmes sexospécifiques, les conflits familiaux et la réconciliation, la planification familiale, le VIH/SIDA, entre autres. Cette stratégie a permis d'atteindre un public très diversifié et de modifier progressivement sa perception des questions sensibles.

Ce nouveau format a rencontré un énorme succès et des milliers de personnes écoutent ce feuilleton chaque jour. En 2014, Ururana DC et Land O'Lakes ont entamé une collaboration visant à se servir du feuilleton pour faire passer des messages nutritionnels positifs portant spécifiquement sur le lait. De nouveaux personnages ont été créés, inspirés par des situations réelles et par le comportement du type de personnes que les deux organisations cherchent à atteindre. Cette stratégie de communication s'est avérée très fructueuse, réussissant à promouvoir une meilleure nutrition au sein de la population rurale et réduisant la malnutrition, comme en témoignent la hausse de la consommation de produits laitiers et divers exemples de réussite.

Quels enseignements puis-je tirer de cette étude de cas durant la Route d'apprentissage au Rwanda ? Ce travail nous enseigne qu'à la base, il faut élaborer de solides stratégies de communication et de sensibilisation aux problèmes liés à la nutrition, afin de promouvoir un changement de comportement au sein de la population. Un aspect en particulier, qui offre de grandes possibilités de déploiement à grande échelle, sera étudié : le renforcement de la collaboration entre les OSC, qui a permis une solide mise en œuvre des stratégies de communication et la transmission de messages nutritionnels positifs aux groupes ciblés.

Étude de cas n° 4 : la « Voie lactée » pour améliorer la nutrition, du producteur au consommateur – L'expérience du district de Nyanza

ÁREAS DE APRENDIZAJE

Los enfoques integrados para combatir la malnutrición, la promoción, la coordinación multiactor

Le lait est un produit essentiel dans la politique nutritionnelle du Rwanda. L'accent mis sur le lait a entraîné plusieurs transformations du secteur laitier ces dernières années, lesquelles ont permis d'augmenter la production de lait, la transformation des produits laitiers et le commerce du lait. Selon les estimations, 96 % du lait produit au Rwanda seraient vendus sur des marchés

informels [East Africa Dairy Development, 2009], ce qui engendre des difficultés concernant la garantie de la qualité et de l'hygiène du lait et des produits dérivés. Le prix du lait vendu sur les marchés informels est cependant trois fois inférieur, pour un même volume, à celui des produits laitiers transformés et la demande reste donc élevée.

Désireux d'augmenter la consommation de lait, le gouvernement rwandais a entamé plusieurs programmes et campagnes, comme Girinka Munyarwanda (« Une vache par famille pauvre »), lancé en 2006, et le programme « Un gobelet de lait par enfant », initié par le Rwanda Agriculture Board en 2010. En dépit des efforts faits pour améliorer la production laitière, le secteur s'est heurté à de nombreuses difficultés, notamment au manque de ressources fourragères, à une mauvaise gestion et aux maladies des bovins. La malnutrition restait, pendant ce temps, l'une des principales causes de la mortalité infantile. La nécessité de résoudre le problème des apports alimentaires en termes de quantité et de qualité est donc devenue une priorité. Depuis le lancement de ces deux programmes, des améliorations ont été constatées : la consommation de lait est passée de 40 litres par habitant (avant 2009) à 59 litres par habitant après 2010, soit une progression importante, qui reste toutefois inférieure à la cible de la FAO pour 2020, fixée à 70 litres par habitant [FAO, 2015].

En outre, même si la production et la consommation de lait étaient en hausse, le lait était encore de très mauvaise qualité. Pour résoudre ce problème, la société civile et le secteur public se sont efforcés d'améliorer la qualité du lait, de certifier les produits (avec des normes plus élevées) et de sensibiliser à l'importance de consommer du lait et des produits laitiers de qualité. Dans ce contexte, Land o' Lake International Development et l'Association pour la Défense des Consommateurs au Rwanda [ADECOR], toutes deux membres de l'alliance SUN, ont fourni des supports de plaidoyer reposant sur des éléments probants à des partenaires [incluant, entre autres, la FAO et le MINAGRI], afin de créer un environnement favorable à la promotion de produits laitiers sains. ADECOR s'est associée au MINAGRI et à l'Office Rwandais de Normalisation pour améliorer les normes du lait et des produits laitiers, en introduisant un label de qualité pour le lait. En outre, des initiatives de sensibilisation se sont concentrées sur l'importance de consommer du lait de qualité et les éleveurs ont suivi des formations pour améliorer la qualité de leurs produits laitiers. Des mesures ont également été prises pour créer les conditions nécessaires au développement d'un environnement favorable à la distribution et à la mise à disposition de lait et de produits laitiers sains.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition : bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition



La création, en 2015, de la plate-forme nationale rwandaise du lait (Rwanda National Dairy Platform, RNDP) a constitué une avancée majeure. La RNDP est une association privée qui s'adresse aux professionnels de la filière laitière opérant dans divers secteurs de la chaîne de valeur au Rwanda. Elle représente des éleveurs, des professionnels de la transformation, des prestataires de services dans les intrants, des vendeurs de lait et des consommateurs, à qui elle permet de se faire entendre. Aux côtés d'ADECOR et d'autres OSC SUN, elle a formé les éleveurs aux pratiques d'élevage, à la gestion de la santé des animaux et à la tenue de registres. Cela a abouti à une hausse de la production et à du lait de meilleure qualité, ainsi qu'à une plus grande consommation de lait au niveau des ménages. Dans le même temps, diverses OSC ont soutenu conjointement les plans nationaux visant à améliorer l'approche du « village modèle », dans le but d'améliorer la gestion du bétail dans les communautés. Des éleveurs ont été formés à servir de modèle à leurs voisins, permettant ainsi de répandre plus vite les bonnes pratiques de gestion du bétail et de production d'un lait de qualité.

Le district de Nyanza illustre parfaitement la réussite de ce type d'action multipartite coordonnée. Le district se situe dans la province du sud du Rwanda. À Nyanza, des éleveurs ont été formés pour leur permettre de mieux gérer leur bétail et d'accroître la production d'un lait de qualité. Dans le secteur de Nyagisozi, la Giramata Mworozzi Dairy est l'une des coopératives qui a rejoint cette initiative. Avant la création de la coopérative, les éleveurs vendaient leur lait de manière individuelle

sur des marchés informels ; la production de lait était cependant souvent inférieure à trois litres par jour, une quantité qui, selon les éleveurs, ne parvenait même pas à satisfaire les besoins journaliers d'un ménage. En 2005, avec l'aide du projet gouvernemental baptisé Projet d'Appui au Développement de l'Élevage Bovin Laitier, les éleveurs ont été encouragés à former des coopératives afin de suivre des formations collectives et de bénéficier d'une distribution plus pratique des intrants agricoles. Au sein de ce cadre, les OSC ont soutenu les éleveurs pendant plusieurs années, les aidant à former des coopératives, leur dispensant des formations sur la gestion d'une organisation et sur le marketing. Les éleveurs ont également été formés à différentes pratiques agricoles, comme l'alimentation et la santé des animaux, la construction d'une étable, la gestion de l'élevage (incluant la détection des chaleurs) et la sélection des meilleures races pour la production laitière. Les éleveurs se sont organisés sous forme de coopératives, ont suivi des formations sur la production d'un lait sain de qualité, sur la manipulation hygiénique du lait et sa conservation. Les OSC ont également développé les capacités en matière d'alimentation équilibrée (pour les adultes et les enfants), de santé, d'assainissement et de pratiques concernant les décisions familiales et de groupe. Grâce aux formations dispensées, les éleveurs de la coopérative Giramata Mworozzi Dairy sont aujourd'hui en mesure de produire jusqu'à 24 litres par jour. Les éleveurs servant de modèles ont également formé d'autres éleveurs, proposant leurs conseils sur la constitution de troupeaux de vaches modernes et sur les bonnes pratiques d'alimentation des animaux.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Théogène Munyensanga est un éleveur de la coopérative Giramata Mworozzi Dairy qui a servi de modèle. La formation qu'il a suivie lui a permis de changer sa « façon de voir » l'élevage. « Avant le lancement de la coopérative, nous menions un élevage traditionnel, en produisant une petite quantité de lait qui ne suffisait ni à la consommation ni à la vente. Cela avait un impact sur nos revenus et constituait également une cause de malnutrition. » Théogène a suivi une formation par le biais d'échanges entre pairs et de voyages d'études pendant sept ans, mais, comme il l'explique, « il a fallu plus de deux ans pour former les autres éleveurs afin qu'ils deviennent indépendants et soient capables de former d'autres personnes. Aujourd'hui, ils sont en mesure de payer les frais scolaires de leurs enfants et une assurance pour leur bétail. » L'expérience de Théogène a incité d'autres éleveurs à suivre la même voie et à encourager d'autres personnes à améliorer leur production de lait.

Les membres de l'alliance SUN ont constitué un lien essentiel entre les coopératives, les centres de collecte de lait et le secteur privé, leur offrant des possibilités de vendre leurs produits à des marchés extérieurs. Dans le cas de la Giramata Mworozzi Dairy Cooperative, une collaboration a été instaurée avec Zirakamwa Meza Nyanza Dairy, une entreprise privée qui achète du lait aux centres de collecte. Les éleveurs qui ont bénéficié de formations forment aujourd'hui d'autres éleveurs et les nouvelles coopératives locales.

Le développement des capacités assuré par les ONG a également joué un rôle important dans la suppression des obstacles liés au genre ; aujourd'hui, les femmes sont davantage impliquées dans la vente de lait et connaissent la valeur nutritionnelle du lait et des produits laitiers pour leurs enfants. L'alliance SUN garantit et supervise également les normes de qualité des produits nutritionnels à base de lait. L'expérience de Nyanza montre de quelle façon cette approche intégrée a été prise en compte par de nombreuses organisations et institutions qui créent l'environnement permettant aux éleveurs locaux et aux coopératives de prospérer. Aujourd'hui, 80 % des professionnels de la transformation impliqués dans la production de lait et de produits laitiers sont en train d'appliquer les normes et la certification définies par l'Office Rwandais de Normalisation.

Quels enseignements puis-je tirer de cette étude de cas durant la Route d'apprentissage au Rwanda ? Cette étude de cas illustre, à travers un exemple pratique, la façon dont une approche intégrée de la nutrition, lorsqu'elle est bien gérée et qu'elle bénéficie de la participation active de multiples parties prenantes, peut permettre d'améliorer considérablement les moyens de subsistance dans les zones rurales pauvres et de renforcer la nutrition. La visite prévue dans le district de Nyanza offrira la possibilité d'apprendre directement auprès des éleveurs de la Giramata Mworozzi Dairy Cooperative et des autres acteurs clés impliqués.

Étude de cas n° 5 : décentralisation et mise en œuvre des interventions nutritionnelles – Le cas du district de Gisagara

DOMAINES D'APPRENTISSAGE

Movilización social, abogacía, comunicación para promover cambios de comportamiento, coordinación multiactor

Gisagara est un district situé dans la province du sud du Rwanda. Parmi l'ensemble des zones rurales du pays, le district de Gisagara affichait l'un des plus forts taux de malnutrition chronique (retard de croissance) chez les enfants de moins de cinq ans ; cela a conduit les autorités publiques à coordonner leurs actions avec celles d'un large éventail de parties prenantes, afin de lutter contre la malnutrition infantile. Aujourd'hui, le district de Gisagara offre un bel exemple de coordination plurisectorielle et de la façon dont la décentralisation de l'alliance SUN soutient la mise en œuvre des politiques nutritionnelles localement.

Dans ce district, le comité de district de l'alliance SUN intervient dans le cadre du plan local d'éradication de la malnutrition (DPEM) et du Forum d'action conjointe du développement (FACD) pour mener des interventions nutritionnelles et déployer des stratégies visant à éradiquer la malnutrition. Concentrant ses efforts sur la malnutrition infantile, l'alliance SUN a favorisé une stratégie coordonnée impliquant les principales parties prenantes : la première mesure a consisté à « comprendre les causes de la malnutrition », en effectuant des recherches poussées au niveau communautaire. Ces recherches, dirigées par l'Université catholique du Rwanda, ont mis en avant les liens étroits entre la malnutrition et les « mauvais » usages et comportements de la population.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition :
bâti des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

L'absence de planification familiale, les faibles revenus, une mauvaise hygiène et un assainissement déplorable, l'illettrisme, le prix élevé des aliments nutritifs, la violence sexiste et les conflits familiaux ont également été cités parmi les principaux facteurs à l'origine de la malnutrition infantile dans le district. Les recherches ont mené aux recommandations des mesures suivantes pour lutter contre la malnutrition :

- sensibiliser la population à l'importance de l'eau potable, à une bonne hygiène et à un assainissement approprié pour éviter les maladies d'origine alimentaire comme le choléra, qui empêchent le corps d'absorber les nutriments ;
- sensibiliser la population aux programmes de santé publique disponibles et à l'assurance maladie, qui peuvent aider les familles à améliorer leurs moyens de subsistance et réduire la malnutrition ;
- inciter les familles à créer des jardins potagers chez elles pour disposer d'une autre source d'alimentation équilibrée ;
- mener des activités de mobilisation sociale à travers des concours culinaires, des concours de chant et de danse, des débats sur les stations de radio locales, mais aussi utiliser des méthodes de planification familiale pour éviter les grossesses non désirées ;
- mener des plaidoyers par le biais des DPEM pour renforcer la coordination et les financements consacrés à la réduction des taux de malnutrition, à travers la mobilisation des OSC œuvrant dans le secteur de la malnutrition.

S'appuyant sur ces recommandations, les membres de l'alliance SUN ont coopéré avec les responsables du district de Gisagara pour mettre sur pied une campagne de communication visant à instaurer un changement de comportement au sein de la population locale ; dans le cadre du DPEM, les communautés ont été incitées à adopter des approches adéquates en matière de nutrition, notamment en modifiant leurs habitudes ou leurs comportements nuisant à celle de leurs enfants. Des concours culinaires ont été organisés ; les communautés ont également organisé des concours de rédaction de poèmes, de chansons et de pièces de théâtre véhiculant des messages sur la nutrition. Ces événements ont eu lieu au sein des mêmes communautés et ont enregistré un fort taux de participation. Dans le même temps, les OSC ont eu recours au plaidoyer, à la mobilisation sociale et ont exercé des pressions sur les décideurs pour promouvoir des initiatives nutritionnelles au niveau du district.

La population rurale a été sensibilisée par l'intermédiaire de travailleurs sanitaires communautaires, en partenariat avec les OSC locales (membres de l'alliance SUN). Ceux-ci ont contrôlé l'état nutritionnel des enfants, en se concentrant tout particulièrement sur les 1 000 premiers jours (de la conception aux deux ans de l'enfant), menant des activités telles que le suivi de la croissance des enfants de moins de cinq ans et la formation des mères sur une bonne nutrition. Ils ont également été chargés d'organiser des jardins potagers et des concours. Les informations recueillies chaque



La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

mois ont été transmises aux dispensaires locaux, qui s'en sont servi pour planifier des actions répondant aux besoins de la population. Les éléments démontrant les besoins de la population ont été transmis aux autorités du district afin d'être intégrés au DPEM.

L'une des principales réalisations, rendue possible en partie grâce au plaidoyer de l'alliance SUN, a été le recrutement d'un coordinateur du DPEM chargé de coordonner toutes les activités nutritionnelles au niveau du district. Cela a permis une meilleure coordination des activités dans le cadre du DPEM et une mise en œuvre plus efficace, qui a engendré une amélioration des habitudes alimentaires au sein des communautés. Avant l'introduction du DPEM en 2012, chaque OSC fonctionnait indépendamment. Suite à l'élaboration du DPEM et au recrutement de son coordinateur, toutes les activités liées à la nutrition ont commencé à être intégrées dans le plan du district. Les activités des OSC ont commencé à être alignées sur des objectifs communs, le tout guidé par le FACD. Cela a nettement

accru l'efficacité des interventions nutritionnelles dans le district, contribuant ainsi à une réduction de la malnutrition chronique (retard de croissance) chez les enfants de moins de cinq ans, qui est passée de 48 % en 2010 (EDS du Rwanda 2010) à 37,5 % en 2015 (EDS du Rwanda 2015).

Quels enseignements puis-je tirer de cette étude de cas durant la Route d'apprentissage au Rwanda ? L'étude de cas sur le travail accompli dans le district de Gisagara permettra aux participants de déterminer par quels moyens la société civile pourra améliorer les politiques et les stratégies nationales et locales pour lutter efficacement contre la malnutrition, en se concentrant tout particulièrement sur les communautés vulnérables et défavorisées. Dans le même temps, elle offrira un exemple de stratégies efficaces en matière de mobilisation des communautés rurales et de promotion d'approches appropriées vis-à-vis de la nutrition, à travers une meilleure coordination entre le gouvernement et la société civile autour des interventions nutritionnelles.

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

Conclusions

De manière générale, le Rwanda a affiché ces dernières années des résultats très encourageants dans la lutte contre la malnutrition. Ces progrès ont été rendus possibles grâce à l'instauration d'un environnement favorable, au sein duquel les initiatives nutritionnelles sont coordonnées et précisément ciblées. La forte volonté politique et l'engagement du gouvernement d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition figurent parmi les principaux facteurs ayant permis ces résultats. Des politiques axées sur la nutrition ont été élaborées et mises en œuvre, et des programmes ont été menés au niveau national et des districts.

La collaboration de plus en plus solide entre les OSC au sein de l'alliance SUN et le rôle actif et influent de ces dernières dans les plates-formes décisionnelles multipartites ont sans doute contribué à réduire la pauvreté et à améliorer les moyens de subsistance. La création et le développement rapide de l'alliance SUN sont le fruit de cette réelle collaboration entre les OSC. En outre, la vision et le plan stratégique de l'alliance SUN montrent que les OSC sont capables de s'entendre

et de coordonner leurs initiatives à différents niveaux, en adoptant une approche plurisectorielle inclusive du renforcement de la nutrition et de l'amélioration des moyens de subsistance.

La décentralisation des interventions nutritionnelles, désormais confiées aux districts, avec un accent largement mis sur la redevabilité des acteurs chargés de la mise en œuvre des plans de développement, a permis de renforcer l'action sur le terrain et d'atteindre davantage de ménages. Qui plus est, l'engagement politique a créé un environnement favorable au commerce et aux investissements, et à la formation de partenariats entre le secteur public et le secteur privé en faveur des populations pauvres, comme l'illustre le cas de DUHAMIC-ADRI et de SOSOMA.

La présence de nombreuses parties prenantes à travers de multiples secteurs, œuvrant à l'éradication de la faim et de la malnutrition au Rwanda, offre également une excellente opportunité. Comme le montre le processus de cartographie des parties prenantes et des actions, les mécanismes de coordination offrent des possibilités de réunir tous les secteurs et toutes les parties prenantes



La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition: bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

concernés pour coordonner les efforts visant à éradiquer la malnutrition. Bien qu'une meilleure coordination entre les acteurs puisse contribuer à renforcer la couverture géographique, notamment pour les districts affichant de forts taux de malnutrition, l'attention portée par les initiatives mondiales, les partenaires de développement et les universitaires est aussi un moyen d'accélérer les progrès ; dans ce contexte, le cas du district de Gisagara et la coordination entre les différentes parties prenantes pour guider les interventions nutritionnelles localement se sont avérés efficaces dans la lutte contre la malnutrition au sein des communautés rurales. Dans le même temps, la coordination des diverses parties prenantes est également indispensable pour garantir des normes de qualité dans la production d'éléments nutritifs essentiels, comme le lait. Comme le montre le cas du district de Nyanza, une étroite coopération entre les OSC, le gouvernement et le secteur privé a joué un rôle essentiel dans le renforcement des normes de qualité en ce qui concerne la production de lait, en garantissant aux producteurs des prix plus élevés et en stimulant la consommation de lait au sein de la population rurale pour lutter contre la malnutrition.

Les actions favorisant la nutrition peuvent également être renforcées en instaurant de nouvelles approches,

des innovations et des mécanismes de communication. Par exemple, les outils de communication appelant à un changement de comportement (comme dans le cas de Land O'Lakes et d'Urunana-DC) peuvent jouer un rôle essentiel en diffusant des messages axés sur la nutrition auprès des familles, en éduquant les populations sur la nutrition et en engageant les femmes et les jeunes. Au sein de ce cadre, la communication et le plaidoyer constitueront des instruments clés pour sensibiliser la population rwandaise à l'amélioration de la nutrition, tout en s'assurant que les instances gouvernementales et les autres décideurs maintiennent leur engagement en faveur de stratégies et de programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Certains points faibles demeurent en dépit des progrès accomplis. La coordination entre les différents acteurs et secteurs doit encore être renforcée, notamment au niveau local. Le gouvernement rwandais a instauré des mécanismes institutionnels favorisant une collaboration entre les divers secteurs, mais la coordination entre les secteurs et les parties prenantes peut encore être améliorée. Dans ce contexte, l'alliance SUN a un rôle crucial à jouer, en renforçant la collaboration entre les différents acteurs et en accélérant les efforts visant à réduire la malnutrition.

Références

COMPACT2025, 2016, Rwanda, ending hunger and undernutrition, challenges and opportunities (Rwanda, éradiquer la faim et la sous-nutrition : difficultés et opportunités), Kigali, Rwanda.

COMPACT2025, 2016, Rwanda, ending hunger and undernutrition, scoping report for roundtable discussion (Rwanda, éradiquer la faim et la sous-nutrition : rapport d'orientation en vue d'une table ronde), Kigali, Rwanda.

East Africa Dairy Development, 2009, The Dairy value chain in Rwanda, A report by Techniserve Rwanda for EADDP of October 2008 (La chaîne de valeur laitière au Rwanda, Rapport de Techniserve Rwanda pour le programme EADDP d'octobre 2008)

EPDRS1, 2008, Economic Development and Poverty Reduction Strategy I (Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté n° 1), 2008-2012. République du Rwanda, Kigali, Rwanda.

EPDRS2, 2013, Economic Development and Poverty Reduction Strategy II (Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté n° 2), 2013-2018. République du Rwanda, Kigali, Rwanda.

FAO, IFAD et PAM, 2015, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux. Rome : FAO.

International Food Policy Research Institute, 2016. Rapport 2016 sur la nutrition mondiale : Des promesses aux impacts : Éliminer la malnutrition d'ici 2030. Washington, DC.

National Institute of Statistics of Rwanda (NISR).

National Institute of Statistics of Rwanda (NISR), Rwanda, 2012, Population and Housing Census (recensement de la population et des habitations). National Institute of Statistics of Rwanda, Kigali.

National Institute of Statistics of Rwanda (NISR), Rwanda, ministère de la Santé et ICF International, 2015, Enquête démographique et de santé au Rwanda 2014–15 : principaux indicateurs. Rockville, Maryland : NISR, ministère de la Santé et ICF INTERNATIONAL.

PROCASUR Corporation

Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition du Rwanda (NFNSP 2013–2018), ministère de la Santé, ministère de l'Agriculture et des Ressources animales et ministère de l'Administration locale. 2014. Kigali, Rwanda.

Politique nationale de l'alimentation et de la nutrition du Rwanda, 2014, ministère de la Santé, ministère de l'Agriculture et des Ressources animales et ministère de l'Administration locale, 2014, Kigali, Rwanda.

Mouvement de renforcement de la nutrition (Mouvement SUN)

Mouvement de renforcement de la nutrition (Mouvement SUN), 2015, Rwanda: progress reported through in-country self-assessment exercise (Rwanda : progrès rapportés à travers l'exercice d'auto-évaluation entrepris dans le pays), 2015, Genève : Mouvement SUN

Réseau de la société civile du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (RSC SUN)

Stakeholder & Action Mapping for Rwanda (Cartographie des parties prenantes et des actions pour le Rwanda) 2014/2015, Presentation, REACH 2015

La Route d'Apprentissage au Rwanda

Tirer parti du réseau de la société civile du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition:
bâtir des plates-formes régionales pour promouvoir l'apprentissage des moyens de lutter contre la malnutrition

PNUD, 2014, Rwanda Millennium Development Goals, Final Progress Report (Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport final sur les progrès accomplis au Rwanda).

UNICEF, 1990, Strategy for improved nutrition of children and women in developing countries (Stratégie d'amélioration de la nutrition chez les enfants et les femmes dans les pays en voie de développement). New York : UNICEF.

UNICEF, 2015, [UNICEF's Approach to Scaling Up Nutrition, for mothers and their children](#) (Approche de l'UNICEF vis-à-vis du renforcement de la nutrition, pour les mères et leurs enfants), New York : UNICEF.

PAM, 2016, Rwanda: Une analyse complète de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité 2015 (données recueillies en avril-mai 2015). Rome : PAM.

Liste des acronymes

ADECOR	Association pour la Défense des Consommateurs au Rwanda
CFSVA	Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité
CRS	Catholic Relief Service
ASC	Alliance de la société civile
RSC	Réseau de la société civile
OSC	Organisations de la société civile
DPEM	Plans locaux d'éradication de la malnutrition
EDPRS	Economic Development and Poverty Reduction Strategy [Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté]
FAO	Food and Agriculture Organization
FACD	Forum d'action conjointe du développement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
MIDIMAR	Ministère de la Gestion des catastrophes et des Affaires de réfugiés
MIFOTRA	Ministère de la Fonction Publique et du Travail
MIGEPROF	Ministère du Genre et de la Promotion de la Famille
MINAGRI	Ministère rwandais de l'Agriculture et des Ressources animales
MINALOC	Ministère de l'Administration Locale
MINECOFIN	Ministère des Finances et de la Planification économique
MINEDUC	Ministère de l'Éducation
MPTF	Fonds fiduciaire multipartenaire
NFNP	Politique nationale de l'alimentation et de la nutrition
NFNSP	Plan stratégique national en matière d'alimentation et de nutrition
ONG	Organisation non gouvernementale
NISR	National Institute of Statistics of Rwanda
RNDP	Rwanda National Dairy Platform
SCF&NSC	Social Cluster Food and Nutrition Steering Committee
SFH	Society for Family Health Rwanda
SUN	Renforcement de la nutrition
ONU	Organisation des Nations Unies
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PAM	Programme alimentaire mondial
SMA	Sommet mondial de l'alimentation
OMS	Organisation mondiale de la santé

Ruta de Aprendizaje en Ruanda

Movilización de la Red de la Sociedad Civil de SUN: construir plataformas regionales para promover el aprendizaje sobre cómo abordar la malnutrición

Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

sunalliance
until no Rwandan is malnourished

Procasur
Récolter des innovations et semer des opportunités

